UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Archive ouverte UNIGE
https://archive-ouverte.unige.ch

Article scientifique | Article | 2011

Accepted version | Open Access

This is an author manuscript post-peer-reviewing (accepted version) of the original publication. The layout of the published version may differ .

Tous journalistes ? Les établissements de formation au défi du Web participatif

Pelissier, Nicolas; Amey, Patrick

How to cite

PELISSIER, Nicolas, AMEY, Patrick. Tous journalistes ? Les établissements de formation au défi du Web participatif. In: Les Cahiers du journalisme, 2011, vol. 21, p. 176–190.

This publication URL: https://archive-ouverte.unige.ch/unige:79630

© This document is protected by copyright. Please refer to copyright holder(s) for terms of use.

Amey (P.), Pélissier (N.) et alli: "Tous journalistes? Les établissements de formation au défi du Web participatif ", *Les cahiers du journalisme*, N° 21, juin 2011, pp.176-190.

Tous journalistes ? Les établissements de formation au défi du Web participatif

Patrick Amey, Nicolas Pélissier *et alii*[1]

Le développement des pratiques d'autopublication dans le cyberespace a engendré un phénomène d'amateurisme de masse, traduisant la montée en puissance d'un modèle expressiviste de l'acte de publication d'informations. Ce nouveau paradigme, qui correspond aussi à la réédition sur le Web de pratiques bien antérieures, met en évidence le succès des « technologies de soi » et le développement d'une nouvelle « stylistique de l'existence » telles qu'elles avaient été pensées par Michel Foucault. Dans une perspective plus politique, le phénomène traduit également le renouveau d'une pensée critique vis-à-vis des intermédiaires traditionnels, notamment des médias de masse.

C'est la raison pour laquelle le journalisme est l'une des activités sociales les plus touchées par ce phénomène de *mass amateurization* qui suscite sa réinvention permanente. La simplification radicale de l'édition en-ligne par le biais des outils de *Content Management System* (CMS), notamment, a élargi le cercle des publics-pratiquants et a entraîné une explosion des productions non professionnelles.

Celles-ci se retrouvent dans la blogosphère, mais aussi dans certains webzines militants comme Indymedia qui ont conquis une certaine notoriété, sans oublier les wikis et autres sites communautaires dont les promoteurs débordent désormais les domaines de

176

l'encyclopédie ou de l'échange de photos pour appliquer les principes du *social on-line networking* au domaine du journalisme.

Se développe en particulier un mouvement de *journalisme citoyen*, dont les théoriciens et acteurs estiment que le journalisme n'est pas un domaine monopolistique réservé aux seuls professionnels des organisations médiatiques (en France, par exemple, ceux qui sont titulaires d'une carte de presse). Ils invitent, dans une logique communautaire, décentralisée et participative, à « penser les médias sans la masse », et à « penser le journalisme sans les journalistes ». Bref, alors que les possibilités offertes par le Web 2.0 et une évidente tendance à la démocratisation des pratiques culturelles nous appellent à devenir « tous écrivains », « tous photographes », ou « tous musiciens », un autre leitmotiv sur le modèle du « tous journalistes ! » semble devoir lui aussi s'imposer.

Un journalisme... sans les journalistes ?

Les choses sont encore davantage rendues complexes par le fait que les professionnels des médias eux-mêmes, du moins une frange active d'entre eux, se sont lancés dans ce mouvement en éditant leur propre blog, en intégrant les sources autopubliées à leurs pratiques, voire en lançant des sites de journalisme citoyen tels que « Rue89 » en France. Quant aux entreprises de presse, elles n'hésitent plus à héberger sur leurs sites et à intégrer à leur offre éditoriale en-ligne un nombre croissant de blogs réalisés par des lecteurs amateurs, lesquels coexistent, sans qu'une distinction soit vraiment établie, avec ceux réalisés par leurs journalistes permanents ou collaborateurs. Comme si elles aussi cherchaient plus ou moins délibérément à brouiller les pistes, en mettant le citoyen ordinaire, l'expert et le professionnel du journalisme sur le même plan. Alors que certains se réjouissent de cette volonté d'ouverture et de partage de savoir-faire de la profession, d'autres, au contraire, y voient une tendance au suicide collectif d'une corporation désemparée et prête à se saborder, à scier la branche sur laquelle l'histoire l'a assise depuis plusieurs siècles.

Qu'en est-il réellement ? Quelle est l'attitude des journalistes professionnels par rapport à de telles pratiques de publication qui donnent aux écrits de l'homme de la rue le même niveau de légitimité que les siens ? Assiste-t-on à un mouvement de rejet, de dénigrement, ou de compréhension, d'intégration partielle, voire d'acceptation enthousiaste de ces pratiques amateures ? Ce n'est certes pas la première fois, dans sa longue histoire, que le journalisme professionnel se trouve

confronté à de telles questions, et à la nécessité pour lui de tracer éventuellement des frontières entre qui est journaliste et qui ne l'est pas. Cependant, la prolifération d'apprentis-journalistes ou assimilés sur les sites autopubliés, voire hébergés ou initiés par des entreprises de presse pose un problème inédit que les journalistes professionnels ne peuvent ignorer ou minorer.

En ce qui concerne les plus âgés d'entre eux, il semble que les réactions, à quelques notables exceptions près, varient entre le rejet, l'incompréhension et l'indifférence. Mais qu'en est-il chez les professionnels appartenant à de plus jeunes générations ? Qu'en est-il notamment au sein du groupe des 20-30 ans qui ont été sociabilisés à un âge de plus en plus précoce aux nouvelles technologies de communication ? En particulier, quelle peut être l'attitude de jeunes journalistes au sortir d'une adolescence marquée par la généralisation des pratiques liées au téléphone mobile, aux jeux en réseaux, aux messageries instantanées, à Wikipédia et désormais aux blogs ? Entre le mot d'ordre du *Express Yourself !* véhiculé par ces nouvelles pratiques sociales et le moule du professionnalisme journalistique, lequel des deux s'impose-t-il à l'autre ? Le dialogue entre les deux est-il d'ailleurs possible ?

Pour tenter de le savoir, nous avons choisi de conduire une enquête dans plusieurs formations en journalisme de niveau master (École de journalisme de Grenoble, École de journalisme et de communication de Marseille, Master en journalisme de Genève et Faculté de journalisme et de sciences de la communication de Bucarest) accueillant en première année, de façon majoritaire, des étudiants âgés entre 20 et 25 ans. Bref, de jeunes adultes dont on pourrait penser qu'ils ont largement intégré dans les pratiques sociales et culturelles le modèle expressiviste évoqué plus haut, notamment dans leurs usages des NTIC. À ce sujet, on peut postuler l'existence d'un éventuel conflit des valeurs entre les représentations issues de ce modèle expressiviste et le modèle objectiviste-positiviste lié au professionnalisme journalistique.

Comme l'avait montré Gaye Tuchmann dans les années 1970 et plus récemment Johanna Siméant dans son enquête auprès d'étudiants du Centre de formation des journalistes (CFJ Paris), les établissements de formation au journalisme sont des lieux essentiels d'intégration des normes du professionnalisme journalistique. Les enseignants qui y officient, mais aussi l'émulation et le conditionnement provoqué par un fonctionnement en cercle relativement fermé, engendrent de façon précoce un cadrage très codifié des relations des futurs journalistes à leurs sources, à leur public et à leurs pairs. Il s'agit de distinguer « ce

178

qui est professionnel » de ce qui ne l'est pas, le mot-clé étant celui de « déontologie », laquelle permettrait précisément, au-delà de la possession d'une carte de presse, de déterminer la frontière entre les « vrais » et « faux » journalistes. Dans ce processus de délimitation de frontières, Siméant a montré toute l'importance du contrôle de qualité effectué, directement ou indirectement, par les pairs. Or, dans le principe du journalisme citoyen, notamment, ce contrôle par une minorité d'élus (de « pairs » au sens britannique du terme) est précisément impossible, puisque c'est l'ensemble d'un public de lecteurs-auteurs qui abolit les frontières entre pairs et non-pairs, qui est censé effectuer un tel contrôle : s'oppose ainsi un modèle de l'autorégulation à celui d'une régulation institutionnelle par des experts certifiés.

Une méthodologie adaptée à la dynamique de formation

Un premier problème qui se pose, et qui a déjà été longuement débattu, tant au sein de l'IUT de journalisme de Cannes (EJC), de l'École de journalisme et de communication de Marseille (EJCM) que dans le cadre des discussions du Réseau d'études sur le journalisme (voir www.surlejournalisme.com), est celui des effets d'autorité susceptibles d'être engendrés auprès des étudiants par un dispositif méthodologique mis en place par un enquêteur officiant lui-même au sein de cette structure.

D'un côté, il est certain que si un enseignant que ces étudiants connaissent (notamment parce qu'il les évalue chaque année) leur propose de participer à une recherche dont il est l'initiateur, les réponses risquent d'être biaisées à un double niveau : d'une part, l'opinion préalable que les enquêtés ont sur l'enseignant ; d'autre part, la pression pédagogique qu'exerce tout enseignant ayant à évaluer les apprenants, phénomène qui amène souvent ces derniers à satisfaire, parfois malgré eux, la demande institutionnelle de leur professeur.

D'un autre côté, un enseignant-chercheur doit-il s'interdire d'enquêter sur ses propres étudiants, et laisser cette tâche à ses collègues jugés plus « neutres » du CNRS ou autres organismes de recherche n'ayant pas à se soucier de questions de formation ? Le débat mérite d'être lancé, surtout dans le cas des écoles de journalisme. Pour Dominique Marchetti[2] par exemple, le statut de chercheur non enseignant garantit davantage d'objectivité dans la recherche sur le journalisme. Il estime que les établissements de formation en journalisme sont très dépendants de la taxe d'apprentissage et que le personnel académique qui y officie subit davantage de pression de

179

la sphère professionnelle qu'un chercheur « extérieur » a priori plus indépendant.

Doit-on alors considérer qu'un universitaire doit abandonner son statut de chercheur lorsqu'il enseigne dans une école de journalisme ? À l'inverse, comme semble le supposer Marchetti, un « bon » chercheur en journalisme doit-il être déconnecté le plus possible des préoccupations pédagogiques et de la réception de ses travaux par le milieu des entreprises de presse ? Est-il légitime qu'un enseignant-chercheur en poste dans une école de journalisme mène ses travaux le plus souvent à l'extérieur de son propre établissement et que ses étudiants et ses collègues professionnels des médias ne le « voient » jamais en train d'enquêter ? Cette dichotomie, qui peut aller jusqu'à une certaine schizophrénie entre enseignement et recherche en journalisme, ne risque-t-elle pas d'aggraver encore davantage le fossé déjà existant entre les uns et les autres et d'amener les journalistes à considérer la recherche académique portant sur leur fonctionnement comme un objet définitivement « étranger » ? Les chercheurs doivent-ils se satisfaire de s'intéresser au monde social des journalistes alors que la réciproque reste rarement vraie, sauf dans le cas de certains spécialistes en journalisme scientifique ? Ces questions nous conduisent à postuler l'opportunité d'une recherche « interne » sur les écoles de journalisme menée par leurs personnels enseignants-chercheurs, à la condition toutefois de réfléchir préalablement à son contexte, à ses retombées éventuelles et à limiter le plus possible les effets d'autorité évoqués plus haut et les dispositifs trop contraignants pour les étudiants. C'est ce que nous avons tenté de faire, autant que possible, dans la présente recherche, en veillant aux garanties usuelles en matière de confidentialité, d'anonymat et d'autorisation préalable des enquêtés.

Un deuxième problème soulevé par celle-ci réside dans la difficulté suivante : pour une formation professionnelle reconnue, accorder une légitimité, même réduite, aux productions de plus en plus nombreuses de l'amateurisme journalistique de masse, ne revient-il pas à scier la branche sur laquelle elle est assise et à contribuer à une certaine *crise de la représentation* ? Si les mêmes statuts et crédits sont accordés à un professionnel du journalisme et à un amateur, si chacun peut devenir journaliste « en disant qu'il l'est », alors à quoi bon passer par les bancs d'une école ? À priori, le sujet peut légitimement être perçu comme problématique par des organisations médiatiques soucieuses de reproduire, dans les formations qu'elles soutiennent, les canons du professionnalisme... Pourtant, rappelons-le, ces mêmes organisations, parfois si pointilleuses sur leurs critères de légitimation,

180

n'hésitent plus à héberger en leur sein, voire à valoriser auprès de leur public les productions amateures (voir le service *Libéblogs* ou le site participatif *Le Post* proposé par le quotidien *Le Monde*). Certaines d'entre elles ont d'ailleurs bien compris que la prolifération actuelle des produits éditoriaux « ProAm » consacrent un mélange des genres certes discutable, mais aussi d'actuelles et futures pistes de collaboration entre professionnels du journalisme et amateurs sur le modèle de ce qui se passe dans la sphère artistique. De telles collaborations pourraient même être à la source de nouveaux *business models* plus rentables que ceux proposés jusqu'alors par la traditionnelle presse en-ligne.

Pour les formations professionnalisantes, une question heuristique (par ailleurs soulevée dans le numéro d'été 2008 de la revue *Médiamorphoses*, notamment par l'équipe de l'EJCM à Marseille) pourrait être : jusqu'où prendre en compte l'amateurisme journalistique de masse sans pour autant délégitimer en retour leur rôle pédagogique mais aussi leur mission déontologique ? En tentant de répondre à cette question, le personnel de ces établissements ne serait plus le dernier à participer au débat qui mobilise surtout les syndicats et le monde académique spécialisé au sujet de la redéfinition des frontières entre amateurs et professionnels du journalisme.

Nous avons conçu une enquête en trois étapes :

1. une *première enquête* menée auprès d'un effectif d'étudiants nouveaux entrants en école de journalisme par un jeune chercheur extérieur à l'établissement. Le principe choisi a été que l'enquêteur puisse développer une forte empathie avec le public-cible, de par de son appartenance à une génération familière des NTIC, de la culture en réseaux et ayant un intérêt personnel pour la question des médias et du journalisme. Cet intérêt, dans le cas d'un doctorant, se retrouverait dans son propre travail de thèse, sans que ce dernier soit encadré par un directeur de recherche officiant au sein de l'école de journalisme. L'enquête a été réalisée en début d'année universitaire, sous la forme d'un questionnaire administré à la totalité des étudiants en première année de master. Ceux-ci l'ont rempli à la sortie ou un début de cours, sous réserve d'accord préalable de l'enseignant concerné, et en faisant en sorte que l'enseignement de ce dernier soit le plus éloigné possible des rapports entre journalisme et Internet. Les étudiants ont été interrogés sur leurs usages des NTIC avant d'intégrer l'établissement (notamment leur participation à la cyberculture expressiviste évoquée plus haut), sur leur éventuelle pratique (en-ligne ou hors-ligne) du journalisme dans un registre amateur, sur la crédibilité qu'ils accordent à différents médias

et enfin sur leur perception de l'amateurisme journalistique sur Internet (blogs et sites participatifs en particulier). Il s'est agi de valider une hypothèse qui consiste à penser que les nouveaux entrants sur le marché des études en journalisme font plutôt partie des jeunes assez fortement socialisés aux NTIC, sans que pour autant leurs pratiques en la matière viennent remettre en cause la légitimité qu'ils accordent aux médias plus classiques et qui les amène à rejoindre une formation professionnelle.

2. une *deuxième enquête* est menée auprès d'un échantillon d'enseignants à propos de leur perception et de leur traitement pédagogique du phénomène de l'amateurisme journalistique de masse sur le web. Cette étude est conduite auprès des différentes catégories de collègues délivrant des enseignements au sein des établissements du corpus : enseignants-chercheurs, enseignants du secondaire détachés, professionnels associés, chargés de cours vacataires... Nous avons accordé une attention toute particulière aux responsables des enseignements de déontologie, de techniques d'écriture, de scénarisation et de mise en forme de l'information. Il s'agit d'une enquête par entretiens semi-directifs renforcée par des entretiens menés au fur et à mesure de rencontres informelles avec ces enseignants en dehors de salles de cours. À ce titre, elle s'est étalée sur une plus longue période, allant de septembre 2009 à juin 2010. Il s'est agi de valider l'hypothèse selon laquelle les produits journalistiques amateurs disponibles sur le Web sont plutôt considérés avec une certaine distance, réserve, voire méfiance par les enseignants en écoles de journalisme, en particulier ceux officiant au sein d'entreprises de presse.

3. une *troisième enquête* est réalisée un an après la première, soit à *l'automne 2010*, auprès d'un échantillon composé d'étudiants en deuxième année de master (M2). Pour les mêmes raisons que la première, elle est menée par des chercheurs sans aucun lien direct avec l'établissement de formation. Il s'agit de tester à nouveau les étudiants sur leur perception des NTIC et de leurs incidences sur l'expression journalistique amateure, entrée directement en concurrence avec celle des professionnels des entreprises de presse. Notamment, ils sont interrogés sur l'influence des enseignements suivis et des périodes de stage dans ces entreprises sur le changement, ou non, de cette perception, a priori bienveillante avant l'intégration de la formation. Seront évoquées également les attentes de ces étudiants par rapport à leurs enseignants en matière de nouveaux rapports à envisager entre productions journalistiques amateures et professionnelles. La méthode combine une série d'entretiens semi-directifs auprès des étudiants en deuxième année et l'animation d'un groupe de discussion

182

composé d'étudiants volontaires. L'hypothèse à valider est que la culture technologique des étudiants entre en conflit avec les valeurs du professionnalisme journalistique véhiculées dans les enseignements de l'école, et que la perception de l'amateurisme journalistique de masse sur le Web qu'ont les étudiants évolue au fur et à mesure de leur formation professionnelle.

Ce résultat peut sembler prévisible, mais encore faut-il le vérifier empiriquement. Le plus important, selon nous, consiste à formuler des propositions constructives assorties de recommandations pour les responsables pédagogiques d'établissements, mais aussi les organismes professionnels.

Il s'agit de *dégager un principe de non-contradiction* entre la valorisation de certaines formes d'expression journalistique amateures (souvent traitées avec condescendance par la corporation, à l'image des correspondants de la PQR) et l'utilité d'une formation répondant aux besoins des professionnels des médias officiant en entreprise de presse. Si le slogan « tous journalistes ! » nous paraît relever de la démagogie et d'un techno-populisme dans l'air du temps, il serait très utile que ces professionnels, en amont des formations qu'ils soutiennent et reconnaissent, s'impliquent davantage dans la réflexion actuelle portant sur les nouvelles formes organisationnelles de collaboration entre le centre du système médiatique (les entreprises de presse) et sa périphérie (l'expression amateur sur le Web). *Un point de convergence entre pratiques médiatiques et pratiques culturelles pourra être ainsi trouvé*, en adéquation avec la complexité croissante des mutations contemporaines de la sphère informationnelle. Si tout le monde ne peut pas être journaliste, en revanche l'avenir du journalisme demeure bien l'affaire de tous, au premier rang de ses pédagogues.

Des étudiants ouverts aux nouvelles pratiques informationnelles ...

Au niveau des pratiques personnelles d'information, les sources numériques se sont banalisées, surtout chez les étudiants de Grenoble. Malgré une consommation assidue ou plus occasionnelle de la presse écrite (gratuite, pour l'essentiel), Internet est devenu un outil quotidien de consultation des actualités. À Marseille et Genève, les journaux et la radio occupent encore une position dominante, mais leurs versions en ligne sont très consultées. À Bucarest, c'est plutôt la télévision qui arrive en tête chez les étudiants (la presse y est jugée « trop chère »), mais la Toile connaît aussi un vif succès en raison de sa gratuité.

183

Sur le Web, les sites les plus fréquentés sont ceux de la presse traditionnelle en ligne. Mais la majorité des enquêtés se rendent aussi sur des sites participatifs « pro/am » (sauf en Roumanie, où ils sont encore peu développés) et visitent des blogs d'actualité réalisés par des professionnels (c'est le cas des deux tiers des étudiants de Grenoble). Ils y trouvent une information « plus justifiée, avec des analyses plus fines » que dans les médias traditionnels. Par ailleurs, ils sont presque tous membres d'un réseau social en ligne. À Bucarest, l'opinion est plus réservée : la blogosphère est surtout vue comme un espace d'expression très subjective, où l'indépendance est questionnée en raison de l'hébergement quasi systématique des blogs de journalistes par les entreprises de presse.

Selon la quasi-totalité des étudiants interrogés, les avantages du cyberjournalisme ne manquent pas, et obèrent ses inconvénients. Les termes d'interactivité, de réactivité, de multimédia (*contenu enrichi*) reviennent souvent dans les propos. Sont mises en évidence la « plus grande liberté d'expression », mais aussi « la plus grande indépendance » que procure le cyberespace : les professionnels du journalisme ne peuvent que retirer des bénéfices en s'investissant sur le Web. Ce faisant, ils renforcent et enrichissent leur identité professionnelle plutôt qu'ils ne l'affaiblissent et ne la menacent. Cependant, une majorité d'enquêtés montrent aussi une certaine prudence : ils affirment pratiquer, comme dans les médias traditionnels, le recoupement systématique des sources numériques et certains, notamment à Grenoble, sont allés jusqu'à consulter les chartes éditoriales des sites visités.

En outre, les 84 étudiants du corpus ne souscrivent pas à un modèle élitiste et censitaire qui attribuerait aux seuls titulaires d'une carte de presse le monopole du traitement légitime de l'actualité sur le Web. En dépit de certaines réserves (plus significatives à Bucarest et Marseille), ils considèrent que les sites de journalisme participatif proposent un contenu éditorial « critique », « utile » et « complémentaire » par rapport aux médias traditionnels ; ils estiment également, comme 80% des étudiants de Genève, que les blogueurs amateurs ont une légitimité à s'exprimer sur des sujets d'actualité (« comme pourrait le faire n'importe quel citoyen »), en publiant des commentaires ou en proposant des reportages illustrés par des images. Un nombre significatif d'étudiants (à Grenoble notamment) n'hésitent pas à affirmer qu'un apprenti journaliste, seul ou dans le cadre d'une communauté virtuelle (enquêtes collectives), peut produire de meilleurs contenus qu'un journaliste professionnel soumis à des contraintes de plus en plus fortes de la part de son entreprise. Ils jugent que le travail de bureau,

184

le plus couramment pratiqué par ces amateurs, a aussi ses avantages, en termes de plus grande disponibilité pour la documentation et la réflexion.

Néanmoins, selon eux, cette potentialité ne peut constituer une règle générale, bien au contraire. En effet, la grande majorité des enquêtés établit une claire hiérarchisation, voire discrimination, entre l'information diffusée en ligne par des professionnels du journalisme et celle véhiculée par les sites amateurs. Cette distinction va dans le sens du discours professionnaliste à l'œuvre dans les établissements de formation (Ruellan & Pélisser, 2003). Elle les conduit à privilégier des sources liées aux médias traditionnels et à leurs déclinaisons en ligne. Très rares sont ceux qui possèdent un téléphone mobile de troisième génération et surtout qui s'en servent pour se tenir informés. Les blogs et sites participatifs sont beaucoup moins consultés que ceux des médias traditionnels (notamment à Bucarest et Marseille), même par ceux qui y contribuent.

L'influence précoce du discours professionnaliste

Mais surtout, une nette différence d'appréciation se manifeste entre les contenus produits par les professionnels et ceux des amateurs. La qualité de ces derniers est évaluée selon une échelle allant de « moyenne » à « faible », tandis que celle des premiers est évaluée de « moyenne » à « élevée ». Par ailleurs, les étudiants critiquent le flou des définitions et des pratiques du journalisme citoyen et rejettent l'idée que « tout citoyen est un journaliste potentiel ». Selon eux, les principaux critères de distinction entre le bon grain et l'ivraie sont l'éthique, la déontologie, le statut, la rémunération, le savoir-faire, l'expérience, l'entretien d'un réseau, les techniques d'écriture et surtout la vérification des sources (presque tous affirment la pratiquer lorsqu'ils collectent des informations sur Internet). Autant de critères qui les conduisent à privilégier la consultation de blogs et sites institutionnels réalisés par des journalistes professionnels. Selon eux, les articles y sont « plus construits et plus pertinents » que ceux produits sur des sites amateurs : « ils restent des amateurs et ne traitent pas les sujets de la même manière », « ils ont moins d'expérience », etc.

Exception faite d'un nombre assez conséquent d'étudiants de Grenoble, la grande majorité des étudiants ne s'investissent pas dans le journalisme amateur sur le Web. Seule une petite minorité d'entre eux (un seul étudiant à Marseille) ont fait l'expérience d'un blog régulier traitant de l'actualité ou ont contribué à un site participatif pro/am.

185

Quant à leur présence sur les réseaux sociaux les plus actifs, elle n'a pas d'incidence sur leurs pratiques informationnelles. Les expériences de *crowdsourcing* suscitent un intérêt intellectuel chez certains (Grenoble surtout), mais n'ont pratiquement pas d'adeptes au sein de la population enquêtée. Bref, *nous sommes loin d'une génération de révolutionnaires du Web 2.0* pour laquelle le journalisme participatif et citoyen (Pélissier & Chaudy, 2009) serait devenu le point de mire.

Au total, on constate une *dissonance cognitive* entre deux mondes, que peu d'étudiants semblent en mesure d'articuler et de penser ensemble : d'une part, celui des pratiques expressivistes du Web participatif ; d'autre part, celui du journalisme « pro » avec ses contraintes mais aussi ses garanties supposées en termes de fiabilité et de déontologie.

Ainsi, les étudiants interrogés semblent-ils avoir un pied à l'intérieur, et l'autre à l'extérieur de la frontière dessinée par le professionnalisme journalistique et ses relais. Cette posture ambivalente et paradoxale est intéressante pour le chercheur... mais peu évidente à tenir durablement pour les étudiants. Or, le discours de leurs enseignants n'est pas forcément propice à un rapprochement entre ces deux univers disjoints, celui de l'école et celui du quotidien familial et social.

Des enseignants plus réservés face à la production amateure et participative

Certes, au niveau de leurs pratiques informationnelles, le Web semble couramment entré dans les mœurs des équipes pédagogiques. Même si les médias traditionnels (surtout la presse écrite de référence et les agences de presse) bénéficient d'un plus grand engouement que chez les étudiants, le Web s'est banalisé dans les usages des enseignants, notamment comme outil de *revue de presse* quotidienne. Les enquêtés reconnaissent également avoir investi les réseaux sociaux Facebook et Twitter, sans pour autant les utiliser comme outils professionnels. Ils évoquent plutôt « une mode du moment ». La visite des blogs et sites participatifs est moins fréquente, de même que l'abonnement à des fils RSS. Mais ces pratiques sont en développement, notamment vis-à-vis des informations produites par les entreprises de presse. Cependant, la consultation régulière des sources numériques, notamment amateures, reste moindre par rapport à celle des étudiants interrogés alors qu'une partie des enseignants (surtout à Bucarest et Grenoble) utilisent les réseaux numériques pour leurs exercices pédagogiques d'écriture de l'information.

186

Ce moindre investissement s'explique en premier lieu par une vision plus critique du Web, perçu à la fois comme source et lieu de diffusion de l'information d'actualité. Si une minorité d'enseignants insistent surtout sur ses avantages, la grande majorité tiennent un discours plus prudent, voire dubitatif. Ils prennent notamment l'exemple de leurs propres étudiants, dont ils stigmatisent volontiers l'attitude consumériste (fascination pour le « bandeau d'information », selon une enseignante de Marseille), voire dilettante ou irrationnelle. Ils les accusent de céder parfois aux tentations de la précipitation, du commentaire abusif, de la réaction trop affective et passionnelle, du manque de rigueur dans les procédures de vérification (*accuracy*). Plus généralement, certains enquêtés dénoncent une « googlisation des contenus » sur Internet et des risques de standardisation.

S'ils estiment que la pratique du blogging peut renforcer la profession de journaliste, ils se montrent beaucoup plus sévères que leurs étudiants vis-à-vis des blogs amateurs (certains vont jusqu'à évoquer un « échec intellectuel »). Ils refusent globalement l'idée qu'un citoyen, même averti et bien formé, puisse devenir journaliste par simple effet d'auto-proclamation. Ils n'accordent qu'une fiabilité très limitée aux sites participatifs, dont ils pensent qu'ils sont un espoir de renouvellement, mais à la condition d'être pilotés et encadrés par des professionnels (voir le point de vue d'Olivier Trédan, 2007). Selon certains, « jamais le journalisme amateur ne pourra se rapprocher du professionnel ». Ils estiment aussi, avec un pourcentage plus élevé que celui les étudiants enquêtés, que les blogueurs amateurs ne doivent pas bénéficier d'une reconnaissance statutaire (carte de presse, accréditation), voire d'une rémunération témoignant de leur intégration au journalisme professionnel. C'est notamment le cas à Marseille et Bucarest.

Les enseignants enquêtés leur reprochent essentiellement un manque de respect des règles et usages en vigueur, surtout au niveau du traitement des sources : « le journalisme, c'est un métier qui s'apprend », « tout le monde ne peut pas être journaliste »... Certains enquêtés, notamment à Bucarest, voient dans la blogosphère un outil de dénonciation, de défoulement, voire de règlement de comptes plutôt qu'un espace public serein et constructif.

Ce point de vue critique et discriminant, qui porte les marques du discours professionnaliste au sein du corps enseignant, n'est pas lié au statut de ses énonciateurs. On le retrouve aussi bien chez professionnels des médias, associés ou non aux universités, que chez les enseignants-chercheurs. Dans certains cas (à Marseille par exemple), ces derniers se montrent plus ouverts par rapport aux nouvelles pratiques d'écriture

 187

et de commentaire de l'actualité permises par les NTIC ; dans d'autres (Genève, notamment), ce sont plutôt les journalistes-enseignants qui vulgarisent les atouts de la cyberculture auprès de leurs étudiants.

Notons également qu'une minorité non négligeable accueille favorablement l'expression des amateurs : « l'information n'appartient pas forcément aux journalistes » ; « il y a de mauvais journalistes dont la production frise l'amateurisme, et il y a chez les amateurs des personnes qui font un vrai travail de journaliste ».

Certes, les enseignants interrogés estiment, comme une majorité d'étudiants, que l'identité de l'énonciateur et son appartenance institutionnelle à un média classique ou à la communauté des « pros » du journalisme sont des critères essentiels en matière de reconnaissance de la fiabilité de l'information. Mais simultanément, ils jugent aussi que c'est d'abord la *qualité du contenu*, quel que soit son producteur, qui doit être évaluée.

Les écoles de journalisme en question

Dès lors, à quoi servent les écoles de journalisme ? Certains enquêtés estiment, à la lumière de leur propre expérience, qu'elles ne sont pas indispensables au regard des vertus de la formation sur le tas. Ils leur reprochent même de produire un « formatage » peu souhaitable des étudiants. En revanche, une large majorité affirment que ces établissements sont utiles, voire nécessaires, pour parfaire les techniques d'écriture (genres journalistiques notamment : voir Ringoot et Utard, 2009) et surtout pour l'apprentissage collectif des normes et de la déontologie du professionnalisme journalistique (voir D'Aiguillon, Bassoni & Liautard, 2009).

Réflexe corporatiste de défense ? Cela n'est pas si sûr. Paradoxalement, à l'heure où l'amateurisme de masse déferle sur le monde de l'information, les écoles – loin d'apparaître comme des creusets d'apprentissage obsolètes – ont une nouvelle carte à jouer. Fortes de leur expérience pédagogique et conscientes des mutations professionnelles en cours, elles sont à même de contribuer au « décentrement » culturel et symbolique qui s'impose. Le discours qui opposait frontalement les professionnels « nécessairement vertueux » aux amateurs non moins « nécessairement dilettantes ou irresponsables » n'étant plus de mise, les écoles ont pour mission d'accompagner le passage d'une « culture du magistère » à une « culture du réseau ».

Désormais, il est temps de considérer que professionnels et amateurs interagissent au sein du même éco-système informationnel

188

et que la qualité de l'information qu'ils co-produisent dépend d'abord de la qualité de la procédure qui préside à la production de cette information. Loin de son magistère traditionnel, le néo-journaliste doit donc être amené à envisager le public auquel il s'adresse également comme un « creuset d'expertise » susceptible d'étayer et d'alimenter sa propre production d'information. En effet, le monde des amateurs ne se limite pas, loin s'en faut, à celui des simples témoins d'événements, ni à celui des commentateurs invétérés. Les amateurs, ce sont aussi des spécialistes, parfois très pointus, de questions qui traversent l'information générale, questions qui requièrent – et telle est d'ailleurs la demande pressante du public – des éclairages de plus en plus précis et circonstanciés. Le défi de l'intelligence collective est ici avec, pour corollaire, le « décentrement » du modèle professionnel ; ouvrir les néo-journalistes à cette « culture du réseau » tout en maintenant les « bonnes pratiques » en matière de production et de distribution d'information à valeur ajoutée, tel est finalement le nouvel atout des écoles. La mue n'est pas mince ; le virage pas simple à négocier n

Notes

1. Ont participé à la recherche : Nicolas Pélissier, Marc Bassoni, Serge Chaudy, Mamadou Diallo (I3M/IRSIC, Universités de Nice, Toulon et Aix-Marseille), Patrick Amey et Philippe Amez-Droz (Université de Genève), Claudine Carluer, Nathalie Pignard-Cheynel, Fedwa Jebli et Arnaud Noblet (EJDG/ELICO, Université de Lyon) ; enfin, Mirela Lazar, Georgeta Drula et Raluca Radu (SPARTA, FJSC, Université de Bucarest). Cette recherche a reçu en 2010 le soutien financier du Programme Interdisciplinaire de Recherches (PIR) de l'Institut des Sciences de la communication (ISCC) du CNRS. Elle a par ailleurs été initiée dans le cadre du Réseau d'Étude du Journalisme (REJ) piloté par Denis Ruellan à l'IUT de Lannion, avec comme structure d'accueil les laboratoires I3M et IRSIC qui constituent le Pôle Sud-Est Méditerranée de l'ISCC du CNRS.

2. Cf. Entretien cité par Nicolas Pélissier dans *Journalisme, avis de recherches*, Bruxelles, Bruylant, 2009.

Références bibliographiques

BADILLO Patrick-Yves *et alii* (2008), « Plus personne n'est journaliste », *Médiamorphoses*, n°24, p. 79-85.

BOUQUILLION Philippe (2010), *Le web collaboratif*, Grenoble, PUG.

CARDON Dominique & Hélène DELAUNEY-TETEREL (2006), « La production de soi comme technique relationnelle », *Réseaux,* n°138, p. 15-72.

 189

D'AIGUILLON Benoît, BASSONI Marc & Dominique LIAUTARD (2008), « Les nouvelles frontières de la médiation journalistique à l'heure du Web 2.0 », *Médiamorphoses*, n°24, p. 113-118.

ESTIENNE Yannick (2007), *Le journalisme après Internet*, Paris, L'Harmattan.

GRILO Marcia & Nicolas PÉLISSIER (2006), « La blogosphère, un cinquième pouvoir ? », *Réseaux*, n°138, p. 159-184.

JENKINS Henry (2006), *Convergence Culture : Where Old and New Media Collide*, New York, New York University Press.

NOBLET Arnaud & Nathalie PIGNARD-CHEYNEL (2010), « L'encadrement des contributions "amateurs" au sein des sites d'information : entre impératifs participatifs et exigences journalistiques », dans Millerand Florence, Proulx Serge & Julien Rueff, *Web social. Mutation de la communication*, Presses Universitaires de Québec, p. 265-282.

PÉLISSIER Nicolas (2009), *Journalisme, avis de recherches*, Bruxelles, Bruylant.

PÉLISSIER Nicolas & Serge CHAUDY (2009), « Le journalisme participatif et citoyen sur Internet : un populisme dans l'air du temps ? », *Quaderni*, n°68, octobre, p. 89-103.

REBILLARD Franck (2007), *Le Web 2.0 en perspectives : une analyse socio-économique de l'Internet*, Paris, L'Harmattan.

RINGOOT Roselyne & Jean-Michel UTARD (2009), *Les genres journalistiques*, Paris L'Harmattan.

RINGOOT Roselyne & Jean-Michel UTARD (dir.) (2005), *Le journalisme en invention*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

DE ROSNAY Joël & Carlo REVELLI (2006), *La révolte du pronétariat. Des mass média aux média des masses*, Paris, Fayard.

RUELLAN Denis & Nicolas PÉLISSIER (2003), « Les journalistes contre leur formation ? », *Hermès*, n°35, p. 91-99.

RUELLAN Denis (1993), *Le professionnalisme du flou*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

SIMÉANT Johanna (1992), « Déontologie et crédibilité : le réglage des relations professionnelles au CFJ, *Politis*, n°19, p. 37-55.

TRÉDAN *Olivier (2007)*, « Le «journalisme citoyen» en ligne : un public réifié ? », *Hermès*, n°47, p. 115-122.

190